

**PASTEUR JOHN H. YOUNG, PH. D.****Instances de mise en candidature**

Consistoire Kente et Consistoire Upper Valley (Synode Baie de Quinte)

**Aperçu biographique**

John H. Young a grandi dans le village de Douglstown, dans le nord-est du Nouveau-Brunswick. Après avoir obtenu un baccalauréat ès arts (avec distinction, en histoire) de l'Université Mount Allison (Sackville, Nouveau-Brunswick) et une maîtrise en théologie (M.Th.) de l'Atlantic School of Theology (Halifax, Nouvelle-Écosse), il a étudié à la Southern Methodist University à Dallas, au Texas, où il a réalisé un doctorat en histoire du christianisme. Il est actuellement professeur à la School of Religion de l'Université Queen's, où de 2011 jusqu'à plus tôt cette année, il a occupé le poste de président du programme de théologie. Ses domaines d'enseignements sont principalement l'histoire de l'Église et la théologie pratique. Ordonné pasteur de l'Église Unie par le Synode des Maritimes en 1978, il a assumé la responsabilité de deux charges pastorales de l'Église Unie (celle Rawdon, en Nouvelle-Écosse, et celle de Harrowsmith-Verona, en Ontario) avant d'être embauché en 1991 par le Theological College (aujourd'hui la School of Religion) de l'Université Queen's. L'enseignement de la théologie à des étudiants-es est pour lui une autre façon de jouer son rôle ministériel.

Occupant des ministères paroissiaux et œuvrant à son ministère d'enseignement actuel, John a siégé, à titre de membre ou de président, à plusieurs comités, tant à l'échelle du synode qu'à l'échelle du consistoire. Ancien président du Consistoire de Kingston, il a occupé la présidence du Synode Baie de Quinte de 2008 à 2009. Il a également été membre et président de deux comités nationaux de l'Église Unie : le Comité théologie et foi (de 1988 à 1994) et le Comité du Manuel (de 2000 à 2009). De 2007 à 2009, il a présidé un groupe de travail national sur le nombre de délégués-es au Conseil général. Il termine en ce moment un deuxième mandat de trois ans à titre de représentant du personnel ministériel du Synode Baie de Quinte au sein de l'Exécutif du Conseil général. De plus, il siège depuis 2009 et actuellement à titre de président au Comité de supervision de la secrétaire générale, du Conseil général. Il s'intéresse depuis longtemps aux Églises et aux ministères en milieu rural et a été pendant deux mandats président du Rural Church Network [réseau des Églises en milieu rural] des États-Unis et du Canada.

En plus d'avoir fait paraître dans la revue *Touchstone* de nombreux articles sur l'Église Unie actuelle et son histoire, il a signé plusieurs chapitres de livres, notamment dans l'ouvrage *The United Church of Canada: A History*, qui retrace l'histoire de l'Église Unie du Canada de 1946 à 1960. Il a également coécrit avec la pasteure Catherine F. MacLean, Ph. D., de la St. Paul's United Church d'Edmonton, un livre qui propose de nouvelles façons de traiter des doctrines difficiles dans le cadre de la prédication. Ce livre sera publié cet automne par la United Church Publishing House, maison d'édition de l'Église Unie.

## Déclaration

Il y a cinquante ou soixante ans, l'Église Unie inaugurerait une nouvelle église à chaque semaine, l'équivalent de notre Fonds Mission et Service augmentait d'au moins de dix pour cent par année, nos écoles du dimanche débordaient, et le nombre des membres grandissait annuellement. Aujourd'hui, comme nous le savons, notre situation est différente. La participation à la vie d'une paroisse, autrefois presque universelle au Canada, est maintenant plus rare. Les personnes qui assistent aux cultes à l'église, à la synagogue, ou à la mosquée se démarquent de la foule. Les plus importants défis que l'Église Unie doit affronter aujourd'hui émanent d'un profond changement culturel qui a commencé à la fin des années 1960.

Une des questions à laquelle nous devons faire face durant 42<sup>e</sup> Conseil général à Corner Brook est comment nous organiserons nos structures de gouvernance et comment nous utiliserons nos ressources. Depuis la dernière révision majeure de notre gouvernance et nos opérations il y a 45 ans, l'Église Unie est devenue une organisation beaucoup plus petite. Cette réalité incontournable fut au centre des travaux du Groupe de travail sur la révision globale. Sans aucun doute, nous ferons des changements; nos discussions seront axées sur l'étendue et la forme particulière de ces changements.

Une deuxième question, encore plus importante, est de bien comprendre les conséquences du changement culturel de la société canadienne contemporaine. Comment pouvons-nous apprendre, parler, et vivre notre foi dans une société laïque ayant de plus en plus d'ambivalence à la pratique de toutes les religions? Bien que nous devons nous montrer résolus et nous devons élaborer des réponses claires et théologiquement bien fondées à des questions d'actualité, nous devons aussi reconnaître que nos déclarations sont entendues essentiellement que par nos propres membres et les personnes qui ont des points de vue similaires aux nôtres. Nous n'influons plus le gouvernement ou la société de manière significative par nos déclarations ou nos prises de positions, même si parfois quelques personnes nous entendent et commencent à penser différemment. Aujourd'hui, notre influence comme Église se manifeste lorsque nos membres écrivent des lettres, conversent avec une autre personne, ou font des choix de vie intentionnels basés sur leur foi—des choix qui amènent leurs familles, amis, ou voisins à demander une explication.

Une autre façon dont nous sommes appelés à être l'Église dans notre nouveau contexte est la nécessité d'accorder plus d'importance à la formation et à l'enseignement des traditions de notre foi. Beaucoup de nos membres désirent approfondir leur connaissance des traditions de notre foi. Ceci est également essentiel pour ceux et celles qui nous rejoignent et qui n'ont aucune expérience de l'Église. Nous devons connaître ces traditions si nous voulons les vivre quotidiennement.

Le partage de l'histoire de notre foi dans une société dominée par une philosophie de plus en plus laïque est également un défi pour notre Église. Il serait mal vu, et il ne serait pas possible, de nous engager dans un projet d'évangélisation ayant le but de recruter dans notre Église des personnes qui ont déjà un engagement profond envers une autre dénomination ou tradition religieuse. Ceci dit, nous devons apprendre à évangéliser et partager nos histoires lorsque les gens de notre entourage qui n'ont pas de rapport avec l'Église veulent savoir ce que nous

pensons et nous interrogeons sur nos croyances, ou nous demandons pourquoi nous agissons comme nous le faisons. Au cours de la dernière décennie, la campagne « Emerging Spirit » (« Un Esprit de liberté ») a essayé de répondre à cet enjeu d'évangélisation. La tâche n'est pas terminée.

Un troisième défi est le besoin de fortifier nos paroisses et les autres communautés de foi qui émergent de nos paroisses. Si nous n'avons pas de congrégations ou de communautés de foi capables de témoigner de leur foi par leurs paroles et leurs actions, nos structures de gouvernance, nos procédures, nos bureaux régionaux, nos collèges théologiques, etc., ne seront solides. Ces entités sont importantes, mais elles ne le sont que dans la mesure où leur travail est une ressource pour les paroisses, les autres communautés de foi, et pour ceux et celles qui les composent. Le Groupe de travail sur la révision globale, et les autres comités nationaux similaires au fil des ans, ont eu raison de vouloir le renforcement de nos communautés de foi. Parce que nous sommes appelés à prendre des décisions à Corner Brook sur la meilleure façon de nous projeter dans l'avenir, nous devons nous demander si les décisions prises ici renforcent nos communautés de foi.

Enfin, nous devons définir qui nous sommes en tant que l'Église Unie du Canada. Ceux et celles qui ont rêvé d'une telle Église au début du vingtième siècle et qui sont entrés dans cette union en 1925 partageaient une vision très claire. Ils connaissaient les objectifs justifiant l'existence de l'Église Unie. En raison des changements au Canada, cette vision s'est grandement estompée depuis la fin des années 1960. Nous n'avons pas trouvé une nouvelle vision pour la remplacer. Pourtant, comme un membre laïc de notre Église m'a dit récemment dit quand j'ai été invité dans sa paroisse, « Nous devons avoir une vision si nous voulons avoir un avenir. Survivre n'est pas une vision. » Il a raison sur ces deux points. Quels sont nos principes fondamentaux et non-négociables? Quelles sont les choses essentielles pour l'Église Unie, ces choses qui font de nous qui nous sommes? Je pense que certains de ces principes non-négociables nous ont accompagnés pendant toute notre histoire, mais que nous les exprimons et vivons différemment qu'il y a cinquante, soixante-quinze ou quatre-vingts dix ans. Nous devons nommer ces principes non-négociables. Cela nous permettra de commencer à cultiver la terre pour qu'une vision de qui nous sommes et de qui nous voulons être prenne de nouvelles racines et se développe.